l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
3 février 1977

No 618

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Mardi soir à la télé

DE QUOI A PEUR GISCARD ?

C'est sur ces mots que Giscard d'Estaing terminait mardi soir son opération télévisée : «Je vous préviens que, si un jour, les forces de conservation étroites l'emportent, la société française explosera, parce qu'il y a dans notre société suffisamment d'inégalités, d'injustices et, dans la jeunesse, suffisamment de désir de changement, pour que la France ne puisse pas s'accomoder de la simple conservation des situations telles qu'elles sont».

Ces quelques phrases sont l'aveu de l'inquiétude, de la bourgeoisie face au développement des aspirations révolutionnaires dans notre peuple, confronté à l'exploitation et l'oppression capitaliste.

Elles sont aussi l'expression de la tactique adoptée par Giscard pour tenter de duper les masses et préserver la domination de la bourgeoisie. Il faut se donner l'air de vouloir apporter des «changements», recourir au réformisme, jeter de la poudre aux yeux. Comment éviter «l'explosion», tel est aujourd'hui le souci de la bourgeoisie.

C'est cette volonté d'apparaître comme un partisan du «changement», comme un «démocrate» qui a présidé à la décision de Giscard de participer à une émission du type de celle qui a eu lieu mardi. Il s'agissait de faire croire à un dialogue avec le peuple.

Mais ce que l'on retiendra surtout c'est le cynisme de ce grand bourgeois.

Quand une jeune fille au chômage s'adresse à lui, que répond-il ? «C'est un problème de formation et non pas un problème de chômage».

(suite p.3)

LE FASCISTE LE PEN NOUS INTENTE UN PROCES, NOUS FERONS SON PROCES !

Un procès aura lieu le 21 février à 13 h 30 devant le 17e chambre du Tribunal correctionnel de Paris, au Palais de justice de Paris.

Ce jour-là en effet, doit se tenir le procès que nous intente le cheffaillon fasciste Le Pen.

Celui-ci estime que dans notre Édition en date du 14 octobre 1976, nous avons publié un article qui «comporte des imputations diffamatoires, portant atteinte à son honneur et à sa considération».

Et oui, il parait que cet individu a un honneur !

Et il revendique tout simplement que nous ayons à lui verser au moins... 100 000 000 F. Rien que ça! De quoi s'agit-il ?

Dans notre édition du 14 octobre, nous avons publié un article au sujet d'une sombre affaire : celle de l'héritage du magnat du ciment Lambert et dont LePen fut le bénéficiaire. Le Pen considère comme diffamatoires différents passages. D'abord le titre : «3 milliards pour les nostalgiques de chemises brunes»

Et bien oui, nous le répétons : Le Pen est un nostalgique des chemises brunes ! Ne fut-il pas d'ailleurs l'objet d'une condamnation pour avoir édité et reproduit sur disques des chants fascistes des SS et SA ?

Cet individu se plaint également que nous ayons qualifié son organisation de néo-nazie. Et bien oui, nous le répétons : le Front national est une organisation néo-nazie ! En 1973, aux élections législatives, parmi ses candidats on pouvait trouver une brochette d'anciens Kollabos dont Gabriel Jeantet, décoré par Pétain de l'ordre de la francisque.

Le Pen fut également un des bras droits de cet autre Kollabo qu'est Tixier-Vignancourt. Du nazisme, Le Pen et sont Front national ont repris notamment les principes barbares du racisme.

En 1973 toujours, dans son programme électoral, le Front néo-nazi de Le Pen s'en prenait à «l'immigration incontrôlée, menace aujourd'hui pour l'emploi, pour la sécurité, pour la santé de tous les Français»

Cette année-là justement de nombreux travailleurs immigrés tombèrent sous les coups de tueurs racistes...

Nous accusons Le Pen d'être, au moins par la propagande raciste qu'il répand, un des responsables des assassinats commis ces dernières années contre nos frères immigrés !

(Suite p.3)

MANIFESTATION Samedi 5 février

à 14 h devant la mairie de St-Denis

•Contre les saisies arrêt sur salaire

•Pour le retour des délégués expulsés

A l'appel des Comités de résidents des foyers Sonacotra de Pierrefitte et St-Denis

Aucun abri antinucléaire en France pour la population

Un article du dernier numéro de la «Revue de la Défense nationale» portant sur la protection anti-atomique dans notre pays suscite beaucoup de commentaires.

Il y est indiqué que les crédits affectés à la défense civile sont passés de 1971 à 1976 de 11 millions de francs à 18 millions (en franc constant il n'y a pas eu d'augmentation), dont un peu moins de 7 millions est destiné au budget de «la protection civile».

La revue ajoute que le service de la Sécurité civile qui dépend du Ministère de l'Intérieur est *«pratiquement dépourvu de moyens»* et qu'elle a pu mettre sur pied *«un réseau d'alerte, un réseau de détection automatique des radiations que bien des pays européens envient (...) mais à quoi bon donner l'alerte si les populations ne savent pas où s'abriter (...) Les deux seules réalisations satisfaisant réellement aux normes de protection sont celles de Taverny dans la banlieue Nord-Ouest de Paris, et de Mont-Verdu (région de Lyon) destinées à abriter des organes gouvernementaux et de haut commandement»* Et la revue de conclure : *«Il faudrait avoir le courage de révéler à cette population qu'il y a un risque tout en la persuadant qu'il y a quelque chose à faire pour y parer».*

(suite p.3)

Alsthom St-Ouen

Aux élections de délégués du personnel

Un succès pour le courant syndical de classe

En quelques années, la section CFDT qui s'en tient à une ligne «de classe et de masse», a progressé régulièrement. Cette fois-ci elle atteint près de 43 % des suffrages et obtient 6 postes de délégués. La CGT au contraire a perdu des voix, et perd 2 sièges par rapport à l'an dernier.

Ce résultat a été compris par bon nombre de travailleurs comme une défaite cuisante pour la ligne révisionniste de collaboration de classe. Même des syndiqués CGT ont déclaré à nos camarades :

«C'est bien fait pour eux». «Ils n'ont rien foutu cette année». Ou encore : «moitié-moité, c'est bien, les syndicats sont obligés d'agir, il n'y en a pas un qui écrase l'autre»... «tu comprends, nous on est assujetti aux élections (c'est-à-dire au programme commun), c'est pour ça qu'ils ne font plus rien dans la boîte.» Et pas mal n'ont pas repris la carte.

(Suite p. 5)

Les pays producteurs de sucre se concertent

Une conférence ministérielle des pays producteurs de sucre du groupe ACP (pays africains, Caraïbes et du Pacifique) vient de s'achever dans la capitale de la Barbade (Etat situé dans les Antilles). Elle avait pour objectif de coordonner les revendications des pays producteurs et de préparer les prochaines négociations sur les prix du sucre avec la Communauté économique européenne.

Pour tenter de rejetter sur le tiers monde leur crise économique, les groupes monopolistes internationaux ont tellement manipulé les prix de cette matière première que le cours du marché mondial du sucre avait sensiblement baissé l'an dernier, privant les pays producteurs de revenus importants. La conférence a ainsi entendu un exposé du secretaire général de l'ACP dénonçant le contrôle des prix mondiaux exercé par les monopoles capitalistes. L'ensemble des participants s'est déclaré décidé à raffermir leurs liens pour maintenir les prix à un niveau équitable et dénoncé notamment une manœuvre tentée par les pays de la CEE pour introduire un critère de paiement contraire à la convention de Lomé.

Afrique du Sud

Pleins pouvoirs à la police le régime raciste se débat

Ne sachant comment endiguer la révolte croissante des populations noires qu'ils oppriment, les racistes de Johannesbourg n'ont d'autre issue pour faire face à ce qu'ils appellent «troubles intérieurs et guerilla urbaine» que d'accroitre les mesures répressives.

Ainsi sont étendus au cas de «désordre interne» les pouvoirs spéciaux prévus pour le chef de l'Etat en cas de guerre : censure totale, occupation par l'armée des points stratégiques, mobilisation des réservistes, état d'urgence de trois mois, etc.

Il est de plus en plus question de placer *«les membres de la police au-dessus de toute poursuite judiciaire concernant leurs activités de maintien de l'ordre»*. Ce qui revient à «légaliser» les exactions maintes fois déjà perpétrées par eux à l'encontre de manifestants et plus généralement de l'ensemble de la population noire.

Ceci ne fait que donner la mesure de l'ampleur des difficultés dans lesquelles se débat cet odieux régime et confirmer son inéluctable défaite.

L'URSS et le droit de la mer

Une voracité sans limite

Le présidium du Soviet suprême de l'URSS vient de publier un décret sur les «mesures temporaires pour la préservation des ressources maritimes et le règlement de la pêche dans les régions maritimes situées à 200 miles marins des côtes de l'URSS».

C'est là une réaction impérialiste à l'échec de l'entreprise conjointe des deux superpuissances d'interdire aux autres pays du globe d'exploiter les ressources de la mer et du plateau continental situées jusqu'à 200 miles de leur côte. Malgré le blocus exercé tant par l'URSS que par les USA, la plupart des pays du globe ont maintenant fixé unilatéralement leur zone économique maritime sur la base des 200 miles. L'URSS qui prétend dominer toutes les mers et tous les océans s'est donc résignée à en faire autant mais sans renoncer pourtant à piller les ressources d'autrui.

A toutes les conférences internationales sur le droit de la mer son porte-parole s'était fait rire au nez en affirmant que «les poissons ne connaissent pas les frontières» et que «si un pays côtier ne peut pas prendre 100 pour 100 des poissons ou d'autres produits halieutiques il faut permettre à d'autres pays de profiter de la portion inutilisée». Mais si on laissait faire l'URSS et ses flottes de chalutiers-usines, c'est 0 % de leurs ressources maritimes qui resterait aux pays côtiers !

Commentant la décision du Soviet suprême, l'agence Tass a souligné qu'il s'agissait d'un «décret d'une importance internationale visant à combattre les tendances de certains pays à s'écarter de la convention actuellement élaborée et de chercher à régler arbitrairement et unilatéralement les questions relatives aux zones économiques».

En dépit des protestations hypocrites du Kremlin, ce commentaire constitue évidemment une opposition claire à la tendance à l'établissement des zones économiques exclusives de 200 miles développée par les pays du tiers monde.

Il est maintenant bien connu que 90 % des prises totales de l'URSS, en matière de poissons, proviennent des océans lointains et des eaux côtières des petits et moyens pays, de ceux en voie de développement en particulier. Ne pouvant plus, comme par le passé, s'opposer ouvertement et violemment sur ce point aux revendications du tiers monde qui a passé outre à ses menaces, l'URSS insiste maintenant pour que les «pêcheurs étrangers» puissent profiter de «la part laissée». Elle entend ainsi faire de la souveraineté des pays côtiers sur la zone économique un mot complètement creux.

Ce nouveau décret du Soviet suprême s'inscrit dans cette supercherie. En apparence l'URSS semble sauvegarder sa souveraineté et les pêcheurs étrangers sont généreusement autorisés à ramener de la zone économique soviétique «la part laissée par ses pêcheurs». Mais en fait, grâce à son énorme capacité de pêche, l'URSS ne laisse rien chez elle et prétend tout prendre chez les autres au nom d'une «réciprocité de droit» automatique vide de sens.

C'est sans aucun doute pour tenter d'imposer sa volonté impérialiste à la 6e Session de la 3e Conférence internationale qui se tiendra en mai prochain à New-York, que le Kremlin a promulgué hâtivement ce décret.

Mais outre l'opposition du tiers monde pour lequel le poisson représente une source de protéines d'importance vitale, il rencontrera celle des pays développés lésés eux aussi par cette mesure.

Les pays de la CEE ont déjà annoncé officiellement l'établissement de leur zone de pêche à 200 miles marins. Vendredi dernier, à Bruxelles, leurs représentants se sont mis d'accord sur un régime de licence destiné à limiter fortement le nombre de bateaux de pêche soviétiques, polonais et est-allemands opérant dans la nouvelle zone maritime communautaire. Un quota total des prises est attribué à chacun de ces pays. L'URSS s'est ainsi vu attribuer un quota annuel de captures de 40 000 tonnes qu'elle aurait déjà épuisé complètement en trois mois pour certaines espèces comme les sprats.

Au Japon, la colère des pêcheurs grandit encore contre l'URSS. Dès l'entrée en vigueur du décret soviétique en effet, les plus grandes zones de pêche japonaises en eau profonde (notamment autour des iles japonaises sous occupation soviétiques) se trouveront à l'intérieur de la zone soviétique des 200 miles marins.

Tout indique donc que d'ici la prochaine session sur le droit de la mer, les deux superpuissances et particulièrement l'URSS se verront contester encore plus fortement leur prétention commune à être seuls maitres des océans.

La Yougoslavie et le social-impérialisme

Deux déclarations de hauts dirigeants yougoslaves ont montré, ces derniers jours, que le gouvernement yougoslave envisage comme tout à fait sérieux l'éventualité d'une agression soviétique contre leur pays.

Répondant aux propos répandus selon lesquels «l'avenir de la Yougoslavie serait incertain», propos qui n'ont pour but que de justifier d'avance une intervention «pour préserver le socialisme» (comme à Prague), M. Pétrovic, président de la Conférence Fédérale de l'alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie a notamment déclaré :

«Nous répondons que nul n'a à se soucier de notre avenir ; nous nous en chargerons nous-mêmes».

Au sujet de la situation internationale, il a ajouté : «Le monde regorge de contradictions et de dangers, à cause de la politique de force, de l'agression impérialiste, de la menace contre l'indépendance et la liberté des peuples de divers pays, de la tentative d'intervenir dans leurs affaires intérieures, d'une course aux armements de plus en plus effrenée, à cause de la détérioration des relations entre les blocs militaires et politiques et de leur dispute pour des sphères d'influence».

Parlant de diverses pressions extérieures, il a souligné : «Notre peuple est déterminé à défendre à tout prix son indépendance et son droit de suivre une voie de développement qui lui est propre. Voilà toute la signification du système de défense de tout le peuple que nous pratiquons avec succès».

Au cours de la même Conférence, le ministre Yougoslave de la Défense, M.Ljubicic a dénoncé «les pressions de ceux qui visent à l'hégémonie contre la Yougoslavie» ; il a également souligné que «le monde des non-alignés constituerait une entrave de plus en plus puissante à la stratégie de conquête des puissances impérialistes».

Ces positions fermes du gouvernement yougoslave traduisent la profonde volonté d'indépendance d'un peuple qui a déjà eu l'occasion de montrer le prix qu'il attachait à celle-ci.

Si les sociaux-impérialistes espèrent profiter du flottement qui risque de se produire en Yougoslavie quand Tito disparaitra, qu'ils se disent bien qu'ils s'y casseront les dents.

Déséquilibre Est-Ouest

Ils nous mentent

Selon un journaliste de l'hebdomadaire américain «Newsweek», le déséquilibre militaire entre les deux blocs (autrement dit les deux superpuissances) est encore plus accentué qu'on ne pense généralement. Ce journaliste qui tire cette conclusion de diverses analyses et entretiens avec des spécialistes américains cite un responsable gouvernemental européen pour qui *«la vérité si elle était connue, pourrait provoquer un vaste mouvement de panique»*.

L'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie seraient assez puissants pour lancer une offensive éclair capable de traverser la RFA en quelques jours ; l'OTAN serait particulièrement faible en Europe sur le plan des forces conventionnelles.

Nous avons souvent fait état de ce déséquilibre qui reflète la grande agressivité du social-impérialisme, danger principal en Europe ; nous disions récemment les inquiétudes que cela suscitait dans le camp américain : le général Haig, chef suprême de l'OTAN, serait prêt à démissionner si un accord intervenait entre Moscou et Washington (comme on le suggère dans l'entourage de Carter) sur le retrait par les deux camps des armes nucléaires tactiques d'Europe.

Nous devons, quant à nous, voir dans tout cela le signe de l'appétit grandissant du social-impérialisme appétit qui se traduira inévitablement par des pressions encore plus fortes, et en fin de compte par la guerre.

Face au «déséquilibre des forces» entre les deux superpuissances, la panique n'est pas le fait des peuples : les peuples s'ils y sont préparés, sauront faire face au danger et transformer la guerre en défaite pour l'impérialisme.

****

Guide des films anti-impérialistes
Par Guy Hennebelle

• 300 films répertoriés
• 150 films analysés
• une foule d'adresses

Prix 10 F
E-100
Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tél. : 202 87 05

Orleans Union de la gauche (1)

Les apprentis gestionnaires s'entre-dévorent

A Orléans le combat entre révisionnistes et réformistes est ardu et chacun y va de sa petite lettre ouverte dans la presse locale.

Si à Paris c'est la majorité qui est divisée sur l'homme qui la représentera au mieux, à Orléans ce sont nos braves tenants de l'Union de la gauche.

Quand la presse locale ne suffit pas, on s'adresse par tract à la population. C'est ce que fait le PCF. Celui-ci est particulièrement mécontent du sort qui l'attend. En effet, le PS, le gros méchant, revendique la majorité des siéges au conseil municipal et la tête des listes.

Aussi, le PCF, pour justifier ses prétentions «légitimes», dresse un tableau des trois dernières élections qui ont eu lieu. Il faut dire que sur Orléans, le PCF est implanté sur les plus grosses usines. Il compte deux cellules à John Deere, plusieurs cellules à Saint-Gobain, aux Chéques postaux, une cellule à Orléans-gare, une ou deux cellules à Renault, etc. Ces cellules n'ont pratiquement aucune activité politique, mais le PCF est hégémonique à la CGT où il tient quasiment toutes les responsabilités. Le secrétaire de l'UD, Billard, est au bureau fédéral du PCF, le secrétaire de l'UL Michel Henry est au PCF, le secrétaire départemental PTT, Sailleau, est au PCF, etc. Il compte 3 500 adhérents sur le Loiret.

Quant au PS, son implantation est récente ; ses grosses troupes viennent du ralliement du PSU au PS. Il compte beaucoup de représentants de la petite et moyenne bourgeoisie. Il est actif au sein de la CFDT où, comme chacun le sait sur Orléans, il mène une «chasse aux sorcières» active. Lui aussi tente de s'implanter dans les entreprises, notamment aux PTT et d'autres secteurs-clés. Le CERES est relativement actif et puissant.

Voilà donc un tableau très bref qui nous permet de mieux voir le pourquoi de cette rivalité intestine. Du point de vue des élections nous nous tiendrons aux trois dernières dont le PCF fournit les chiffres aux premiers tours de chacune d'elles ce qui l'autorise de fait à revendiquer une place de choix. Il obtient en effet 13 711 voix contre 8 424 au PS. Le PCF ne tient pas évidemment compte des progrés de son allié-rival.

Il fonde ses prétentions sur le contenu de l'accord national du 26 juin 1976 qui stipule :

«Prendre pour base pour la compostion des listes, l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis la signature du Programme commun,

»Assurer la solidarité de gestion pendant la durée du mandat sur un contrat municipal s'inspirant des orientations du Programme commun.»

Cet accord est suffisamment vague en lui-même pour laisser libre cours à toutes les magouilles possibles de part et d'autre.

LA MAIRIE

A Orléans, Thinat, le maire actuel, doit son élection au report des voix du PC, des Radicaux de gauche, des socialistes sur son nom au second tour. A l'époque il s'agissait pour la coalition de «gauche», de faire échec à la réélection du maire «réactionnaire» Secrétair (rédacteur en chef du journal «La République du centre», où ses éditoriaux frisent la provocation fasciste). Un beau-frère de ce monsieur a été directeur du CHR d'Orléans. Son autre beau-frère est pronostiqueur du tiercé dans le même journal. Un rejeton de cette famille est à la LCR.

A l'époque Thinat, c'était le «libéral», socialisant. Au bout de 6 ans de gestion, l'Union de la gauche le descend en flammes et le désigne à la vindicte populaire. C'est une tentative pour faire oublier leur compromis avec ce monsieur. Aujourd'hui, Thinat est isolé au conseil municipal et son budget n'est passé que d'une voix : 17 contre 14 et 2 abstentions.

DE QUOI A PEUR GISCARD ?

(Suite de la p.1)

Toujours à propos du chômage, il prononce ces paroles :«Il y a en France un grand nombre de travailleurs immigrés , ils sont plus de deux millions de travailleurs immigrés, et nous avons un nombre très inférieur de français à la recherche d'un emploi, donc il y a un équilibre complet du marché du l'emploi en France.»

Ce qui en clair signifie que ce sont les travailleurs immigrés qui seraient responsables du chômage... S'ils n'étaient pas là, tous les français auraient un emploi.

Il n'hésite pas à lancer à la face de tous ceux qui sont sans emploi, qui gagnent moins de 2 000 F par mois, «le niveau de vie des Français au cours de ces dernières années n'a pas cessé de s'élever régulièrement pour toutes les catégories... A l'heure actuelle, les inégalités sociales se réduisent».

Il ose parler de l'«humanisation des expulsions» de travailleurs de leur domicile. Alors qu'on lui fait remarquer la misère dans laquelle vivent un grand nombre de viticulteurs, certains se suicidant, il répond que cette région connait des difficultés depuis 70 ans.

Aprés l'affaire de Broglie, il affirme :«Le milieu politique français est honnête».

Bref autant de questions où ce représentant des monopoles, parlant beaucoup de réformes, a montré la classe au service de laquelle il était.

Enfin il a réaffirmé sa volonté de rester à la présidence en cas de victoire des partis de programme commun. Quoi de mieux en effet pour éviter une «explosion» que de former un gouvernement avec Mitterand ?

Le fasciste Le Pen nous intente un procès,nous ferons son procès !

(suite de la p.une)

Créé après la dissolution de cet autre ramassis de nazillons appelé «Ordre nouveau», le Front néo-nazi de Le Pen regroupa les membres de l'organisation «dissoute». Parmi ses candidats aux législatives de 73, il n'y avait pas moins de 13 anciens dirigeants d'«Ordre nouveau» dont les liens avec la pégre fasciste internationale sont bien connus.

Aujourd'hui, Le Pen voudrait donner une image «respectable» et n'aime pas qu'on le qualifie de néo-nazi. Ses amis fascistes italiens lui auront donné quelques conseils à ce sujet.

D'autres affirmations contenues dans notre article ont également déplu à cet individu. Notamment celles-ci : « *Les vautours sont autour du riche cadavre et la bataille va être dure pour le partage de la proie... Que Le Pen ait soutiré quelques milliards à un mourant n'est pas pour nous surprendre*».

Que la bataille autour du cadavre fut chaude, en atteste le procès intenté par la famille Lambert à Le Pen pour captation d'héritage.

Dans son édition du 13 octobre 1976, «le Monde» indique que Lambert avait le testament facile puisqu'il en aurait distribué une trentaine.

Enfin, Le Pen n'a pas apprécié également le passage suivant :«*Seulement, ce n'est pas un scandale d'héritage «dans la haute» tout à fait comme les autres. Celui-ci a ceci de plus qu'il est lié vraisemblablement aux tripatouillages de certains milieux visant à financer certaines organisations para-policières ou néo-fascistes*».

L'actualité n'a pas manqué d'illustrer abondamment la réalité de ces tripatouillages : de l'affaire Hazan à celle du casse de Nice. A quoi d'autre aurait bien pu servir l'héritage de Lambert si ce n'est à financer les activités du Front national ? Comme l'indiquait «le Monde» du 13 octobre : «Beaucoup se demandent, avec des sentiments qui vont de l'inquiétude à l'allégresse en passant par l'envie, quel usage politique M.Jean Marie Le Pen pourra faire, s'il l'emporte devant les tribunaux, de ce très important héritage».

Puisque Le Pen n'aime pas que certaines vérités soient dites et nous intente un procès, c'est nous qui allons faire le procès de ce fasciste qui comme nous le verrons demain est aussi un tortionnaire.

VIOLENCES POLICIERES A NANCY

On vient d'apprendre qu'au cours du mois de novembre dernier, la police de Nancy à plusieurs reprises s'est livrée à des violences fascistes à l'encontre de jeunes notamment. c'est ainsi que deux jeunes ont été attaqués par un chien policier sur l'ordre du flic qui le tenait en laisse. Tandis que l'un des jeunes était tabassé par les flics l'autre était jeté à terrre par le chien.

Un autre jeune âgé de 15 ans a été également frappé. Victime d'un malaise cardiaque, il a dû être hospitalisé.

Enfin une autre personne a été également frappée par une patrouille de police durant la nuit.

AUCUN ABRI ANTINUCLEAIRE EN FRANCE POUR LA POPULATION

(suite de la p.une)

Cet article est intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, il met à à jour une contradiction de la politique de l'État capitaliste en matière de défense ; celle-ci étant axée principalement sur la dissuasion nucléaire (mirage IV, sous-marins atomiques, fusées du plateau d'Albion et missiles-tactiques Pluton), alors que l'ensemble du pays n'a aucune installation permettant à la population de s'abriter d'une attaque atomique de l'extérieur.

Cette politique est d'autant plus «curieuse» que la stratégie militaire de la bourgeoisie française est «*l'attaque préventive*» en cas de «*lourde menace étrangère*». Or, il est clair qu'une telle stratégie, si jamais elle était appliquée en cas de pression militaire du social-impérialisme soviétique, entrainerait de cette dernière une riposte massive et nucléaire.

La seconde remarque que l'on peut faire, est la constatation du mépris de la bourgeoisie monopoliste pour le peuple, comme le montre cette déclaration de l'ancien ministre Pierre Sudreau «*En cas de guerre nucléaire, le peuple français survivrait en la personne de ses chefs*».

La réalité, c'est que l'esprit de la «défense» de la bourgeoisie monopoliste est un esprit de défense immédiat de ses intérêts, et qu'il est à l'opposé de l'esprit du patriotisme prolétarien et populaire. Et cet esprit de la défense bourgeoise sent déjà fortement l'esprit de Munich... L'absence de toute installation anti-nucléaire est étroitement liée à l'idée d'une capitulation rapide de la bourgeoisie en cas d'agression.

L'arme nucléaire est une arme de destruction de masse. Il faut la considérer sous ses deux aspects. A la fois, elle est une arme comme n'importe quelle arme, et il ne faut pas la craindre. Il faut se défier de la propagande révisionniste suivant laquelle, l'arme atomique est l'«arme suprême», qu'elle est terrifiante ; autrement dit « *qui domine cette arme domine le monde*». Et à la fois, il faut être convaincu que les superpuissances et en particulier le social-impérialisme russe, sont des barbares, et qu'ils n'hésiteront pas à utiliser n'importe quelle arme et apprendre à s'en protéger, en étant convaincu qu'en définitive dans une guerre pour vaincre un agresseur ce qui est déterminant c'est l'homme et non l'armement.

RENNES

Meeting de l'Humanité Rouge
Vendredi 4 février 1977
à 20h30 salle de la Cité
rue, St Louis - Rennes

Pourquoi les communistes marxistes léninistes disent :
Ni plan Barre, ni programme commun

Rodez (Aveyron)

GRANDE MANIFESTATION CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS

Le département de l'Aveyron est durement touché par la crise du système capitaliste : 6 000 chômeurs, des centaines de licenciements à Millau (Mercier, Galtier, Baudrey), de graves menaces pèsent sur les travailleurs du bassin industriel de Decazeville (AUMD, 11 00 emplois menacés, le bilan de l'entreprise est déposé).

Déjà à Decazeville, en 1962, 5 000 emplois avaient été supprimés, 200 commerces fermés, aussi c'est toute une population qui est décidée à lutter jusqu'au bout, «pour vivre et travailler à Decazeville».

Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FEN) appelaient les travailleurs aveyronnais à manifester le jeudi 27 janvier à Rodez (préfecture de l'Aveyron) sur les thèmes de l'emploi, le pouvoir d'achat, etc.

Mais en fait, ces organisations faisaient peu de travail de mobilisation pour cette journée de lutte dans l'Aveyron.

Pour leur part, les militants d'HR distribuaient, dans le bassin et les principales usines, un tract pour populariser la manifestation et des propositions étaient faites :

— de manifester en tenue de travail.

— que ce soient les travailleurs des AUMD qui prennent la tête de la manifestation et non des «zélus» en quête de voix...

— que les manifestants se dirigent sur la préfecture à l'issue des prises de paroles (les organisations syndicales n'avaient pas prévu d'y aller...)

Ce sont plus de 5 000 travailleurs, essentiellement du bassin qui avaient répondu présents : leur détermination, leur combativité étaient très grandes.

Les prises de paroles devaient avoir lieu devant la cathédrale, mais très vite, de nombreux travailleurs criaient :*«A la préfecture, à la préfecture»*.

Mesanes (permanent CGT) ne pouvait achever son discours, et des milliers de manifestants se dirigeaient sur la préfecture, au chant de l'Internationale, et criant *«Union, action, révolution»*.

Les grilles de la préfecture étaient «prises à partie» par des travailleurs, et de mémoire d'homme, jamais les piliers de la préfecture ruthénoise n'avaient autant tremblé. Les travailleurs avec leurs casques tapaient contre les murs, et tous les slogans lancés, montraient leur haine contre leurs exploiteurs et leur volonté de combattre, de vaincre : *«Creusot-Loire, fossoyeur»*, *«AUMD, solidarité»*.

Des bonzes syndicaux CGT, CFDT, du PCF ont voulu s'opposer à la détermination des travailleurs : «Voyons, restez dignes, messieurs !». Mais les travailleurs les ont envoyés promener. *«Tu es permanent, tu ne risques rien pour ton emploi ; nous, nous sommes ici pour notre gagne-pain, alors dégagez !»*

Une délégation de l'intersyndicale des AUMD avait été reçue par le préfet, et lorsque son président, Domizio, a qualifié de victoire le fait que le préfet a déclaré que le dossier est chez Barre, il s'est fait fortement siffler !

Les travailleurs quittaient la préfecture en chantant «nous reviendrons, ce n'est qu'un début, continuons le combat».

La manifestation de Rodez.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE CETTE JOURNEE

— Le tract de popularisation d'HR a porté ses fruits.

— Il faut remonter certainement à 1948 pour trouver une manifestation d'une telle détermination qualifiée par la presse locale de «très chaude».

— Nombreux sont les travailleurs (de la CGT et du PCF) qui se sont heurtés aux bonzes endimanchés.

— Les organisations syndicales n'ont pas réussi à démobiliser les travailleurs, lors des prises de paroles, et ont dû même les interrompre pour aller à la préfecture sous la pression des travailleurs.

— L'unité des travailleurs s'est réalisée à la base et dans l'action.

Les idées marxistes-léninistes font leur chemin parmi les masses, et les tracts marxistes-léninistes bénéficient de la sympathie de nombreux travailleurs qui disent : «Ils ont raison !». Il reste encore beaucoup de travail à faire, mais tous les militants s'y emploieront chaque jour davantage, pour se lier encore plus aux masses, et pour renforcer le courant de lutte de classe qui se manifeste aux AUMD, Vieille Montagne, Vallourec.

Correspondant HR Decazeville

Réo Fougères

Un an après Journées portes ouvertes les 12 et 13 fevrier

Un an bientôt; février 1976 : tous les journaux parlent de la crise de la chaussure à Fougères, des fermetures d'usines, de la lutte des travailleurs de Réo.

Peu à peu, Fougères tombe dans l'oubli, ne fait plus la une des journaux.

Février 77 : qu'en est-il?

Les travailleurs de chez Réo sont toujours en lutte. Depuis 12 mois, ils occupent leur usine et popularisent leur combat par différents moyens :

- vente de chaussures
- délégations auprès des autres travailleurs en lutte
- fabrication de maroquinerie, chaussures, et jouets.

Depuis 12 mois, patronat et pouvoirs publics n'ont rien proposé de concret.

Aussi, pour cette première année d'occupation, les Réo sont décidés à marquer le coup :

Les samedi 12 et dimanche 13 février, ils organisant une journée portes ouvertes, avec participation de travailleurs de la CIP (18 mois d'occupation et reprise de toutes les travailleuses en lutte) qui viendront parler de leur action.

Il y aura une vente de diverses productions des travailleurs de chez Réo et un gala.

Ils invitent à venir nombreux ces deux jours pour soutenir leur lutte contre les licenciements.

Correspondant Fougères
Article fait avec la commission extérieure de l'usine.

Beauvais

Quatre syndicalistes de D. B. A. en correctionnelle le 4 février

Dans un communiqué, les sections CFDT et CGT de l'usine DBA de Beauvais appellent les travailleurs à se rendre vendredi 4 à 14h devant le Palais de Justice pour soutenir la lutte des travailleurs de DBA contre la répression antiouvrière et antisyndicale.

Le communiqué indique que les 4 inculpés (qui risquent des peines de prison et des amendes) l'ont été pour s'être battu pour l'emploi des 2 000 travailleurs de DBA et leur pouvoir d'achat, et que la direction, par cette répression, cherche à détruire les sections syndicales et à préparer ainsi son projet de ramener l'effectif de l'usine à 1200.

(En 1975, les travailleurs de DBA avaient mis en échec la première phase de ce projet qui s'était notamment traduit par le déménagement de chaines un samedi et un dimanche, et la venue d'intérimaires régleurs!

Ils avaient également empêché le licenciement de 12 d'entre eux auquel la direction avait procédée pendant les 3 semaines de luttes. Des plaintes avaient été déposées pour séquestration en particulier et il s'agit ici des suites, que leur a données la justice bourgeoise.)

Studler (Morlaix)

Lutte contre les restructurations

Dans la région de Quimper, de nombreuses entreprises ont été ou sont encore occupées : la Scaplen, Donval, Dufour...

A Morlaix aussi, dans le Nord-Finistère, 150 salariés de l'entreprise Studler n'ont pas hésité en décembre dernier à occuper les locaux de leur entreprise pour empêcher que se tienne une assemblée générale d'actionnaires qui aurait marqué le démantèlement de l'entreprise Studler et des licenciements en Bretagne.

En fait, le conflit déborde largement le cadre de Morlaix où était implanté le siège de la Société Studler. En effet, cette société de sélection, multiplication de souches aviaires (poules pondeuses et poulet en chair) emploie au total 658 salariés dont la moitié en Bretagne.

Les filiales étrangères se sont implantées en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Angleterre. Une «brillante» entreprise au sens capitaliste. Mais voilà, la concurrence des impérialistes américains se fait de plus en plus dure et l'aviculture doit se «restructurer».

Bonnet veut regrouper toute la sélection avicole dans les mêmes mains : L'État par l'intermédiaire de l'Institut national de recherche agronomique et par le Crédit agricole, les capitalistes de Rhône-Poulenc par l'intermédiaire de leur institut Mérieux.

Les capitalistes Studler veulent faire payer aux salariés les frais de cette concurrence contre des plus gros qu'eux.

Mais les travaileurs de Studler sauront certainement se défendre encore pour protéger leur emploi.

Correspondant HR.

Grenoble

Où en est la coordination des luttes ?

A l'issue de la réunion du 21 janvier à la Bourse du Travail, les travailleurs engagés dans la coordination des luttes ont décidé que leur action future serait orientée vers le soutien unitaire à leurs camarades de la THOMSON et ils déploient dès maintenant tous leurs efforts dans ce soutien.

En effet les menaces de licencienments à la Thomson-Sescosem se précisent : 200 prévus à bref délai; des débrayages ont été la première riposte et une lutte dure se prépare.

Un tract expliquant les raisons d'une coorditnation des luttes et appelant à l'unité contre les licenciements a été réalisé.

Étaient représentées les entreprises suivantes :

Thomson-Sescosem, Administratifs de la Fac, Imprimerie Générale, Raymond Bouton, SAGEP, Vicat, l'Oiseau Bleu, Bureau d'Aide Sociale.

Correspondant HR

Alsthom St-Ouen

(Suite de la p.1)

En particulier lors du procès de la CFDT contre le contrôle médical patronal, les représentants CGT aux prud'hommes ont voté contre l'ouvrier. Ce scandale parmi d'autres a ouvert les yeux sur la véritable nature des bonzes, bureaucrates et portes-serviettes qui ont fait leur nid de coucou dans la CGT.

Souhaitons que le courant syndical de classe se renforce, remporte des succès dans la lutte contre le patronat et le plan Barre, et persiste dans son orientation indépendante des partis bourgeois au pouvoir ou de la dite «opposition».

Ni plan Barre, ni Programme commun.

L'accélération de la restructuration de l'agriculture capitaliste par les plans de développement

Parmi les mesures visant à accélérer la restructuration de l'agriculture en France (comme dans tous les pays du Marché commun), la bourgeoisie est en train, doucement mais sûrement, d'en mettre une en place particulièrement néfaste pour les petits paysans et la grande majorité des moyens-paysans : il s'agit *des plans de développement*.

En application d'une directive de la CEE de 1972 sur la modernisation de l'agriculture on a commencé à mettre en place ces «plans de développement».

Le but officiel en est de «permettre aux exploitations *en mesure* de se développer d'atteindre, au terme du plan, un revenu du travail par unité de main-d'œuvre comparable à celui dont bénéficient les activités non agricoles de la région en améliorant les conditions de travail et de production».

Cela veut dire en clair que l'on va réserver les aides de l'État aux exploitations «viables», susceptibles de devenir des petites entreprises capitalistes ou qui le sont déjà et , pour les autres, plus rien.

D'après le ministère de l'Agriculture lui-même, sur 1 500 000 exploitations environ, au mieux 300 000 pourraient bénéficier de ces plans de développement. La réalité sera très certainement inférieure à ce chiffre.

POUR LES NON-TITULAIRES DE PLANS DE DEVELOPPEMENT

Pour la grande majorité des paysans qui ne pourront être candidats à un plan de développement :

– les prêts «jeunes agriculteurs» ne seront accordés que s'il s'agit d'une installation d'exploitation

– les taux de prêts spéciaux élevage sont plus élevés

– ils ne pourront bénéficier de subventions par les bâtiments d'élevage (sauf en zone de montagne)

– en général les conditions de financement sont restrictives

– s'ils veulent acquérir ou louer une parcelle, ils ne sont pas prioritaires s'ils ont un voisin titulaire d'un plan de développement et qui veut s'aggrandir.

Il y a dans l'air des projets extrêmment clairs, qui commencent d'ailleurs leur application :

– ultrasélection d'une minorité de chefs d'entreprises, ayant beaucoup investi, bien encadrés par le Crédit agricole, centre de gestion, firmes agro-alimentaires... (qui ne sont d'ailleurs même pas à l'abri d'un coup dur comme des baisses de prix, les conséquences de calamités comme la sécheresse...)

– les agriculteurs capitalistes (betteraves, céréales, etc.) seront peut-être moins favorisés dans le système d'aide. Mais on peut compter sur eux pour faire entendre leur voix.

– une très grande majorité d'exploitants laissés pour compte et dont on va essayer d'accélérer ainsi le départ (la majorité des petits et moyens paysans)

C'est un véritable plan de liquidation des petits paysans qui est en cours. Il est important que nous informions les paysans, que nous leur fassions prendre conscience de cela.

Correspondant HR.

POUR LES TITULAIRES D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT

L'agriculteur qui est candidat à un plan de développement doit avoir un revenu actuel inférieur à la moyenne des revenus non-agricoles du département, mais suffisamment élevé pour que, en adoptant un plan d'investissements, il arrive au bout de 6 ans à un revenu équivalent aux autres secteurs économiques. Cela veut dire en clair que c'est la couche supérieure des paysans-moyens qui est concernée.

Le titulaire du plan de développement bénéficiera :

– de prêts spéciaux à taux bonifiés (4,5 %) du Crédit agricole.

– de subventions (éventuellement).

– d'une prime d'orientation si 50 % au moins de son chiffre d'affaires provient de la production de viande bovine et ovine.

– d'une aide pour la tenue de sa comptabilité.

– d'une priorité pour l'affectation des terres libérées (cas d'IVD par exemple) ou cédées par la Safer.

Les documents à remplir sont d'une complexité incroyable et seuls des agriculteurs bien au courant, ayant l'habitude de manier les chiffres ou qui sont en contact avec les conseillers agricoles... ont les capacités de les remplir.

Il est à noter que, les candidats à ces plans de développement ne sont même pas assurés, même s'ils ont travaillé, investi pendant 6 ans, d'arriver au niveau de revenu recherché, puisqu'ils n'ont aucune garantie des prix à la production.

Les journées « d'action » de 24 heures

Ne restons pas les bras croisés

Nous avons donné dans notre dernière édition quelques éléments sur le refus grandissant des travailleurs des grévettes inefficaces, corporatistes, électoralistes. Nous en donnons d'autres aujourd'hui, tout en rappelant que des milliers de travailleurs font actuellement les frais du plan Barre, que les dirigeants révisionnistes et réformistes cherchent à utiliser cette situation.

Donc en conséquence, il ne s'agit pas de rester les bras croisés mais de tout faire pour que s'engagent des luttes sérieuses et résolues pour faire échec aux manœuvres et visées des politiciens bourgeois de «droite» et de «gauche», pour faire aboutir des revendications immédiates (Cf HR No 610).

La situation est propice pour mener la lutte économique et la lutte politique, et c'est cette dernière qui est décisive.

Pour faire avancer le mouvement de masse, notre attitude doit être résolument offensive. Concrètement, un certain nombre de sections syndicales ont boycotté la journée du 27, après débat en assemblée générale, sur des positions prenant résolument la défense des intérêts des travailleurs. C'est un aspect positif, mais on ne peut en rester là. Seules la proposition et la mise en pratique d'autres formes de lutte (avec un juste contenu de classe – *ce qui est fondamental*) peut permettre de faire un pas en avant important, rejetant dans la pratique la ligne de collaboration de classe des dirigeants syndicaux et toute conciliation avec le capitalisme.

Service régional de l'équipement d'Ile-de-France (SREIF)

Plusieurs sections ou syndicats départementaux CFDT de l'Équipement (qui font partie de la FNHET) ont pris des positions similaires.

Au service régional de l'Équipement de l'Ile-de-France, voilà comment ça s'est passé :

«Chez les employés relativement avancés de notre secteur, l'idée dominante était malgré tout qu'il fallait faire grève pour exprimer son mécontentement bien que tout le monde dise qu'en effet ça ne sert à rien !». La position de la section, de ne pas appeler à la grève du 27, a déclenché un débat assez large qui est loin d'être achevé. Nous, marxistes-léninistes, essayons de faire comprendre autour de nous combien est dangereuse la manœuvre des révisionnistes et des sociaux-démocrates consistant à dire aux travailleurs : «Exprimez votre mécontentement quand on vous le dit ; pour le reste, remettez-vous en à nous. De toute façon, vous ne pouvez rien faire d'autre». Et de plus en plus nombreux sont les employés qui refusent et se révoltent contre le rôle que veulent leur faire jouer les bourgeois de «gauche».

Nous voyons aussi l'importance de la lutte *politique*, car parmi ceux qui se révoltent, il y en a la majorité qui pensent quand même qu'il faut voter pour la «gauche». A l'heure actuelle, dans la section syndicale, la lutte se déroule au niveau de «pour ou contre la subordination des luttes aux besoins électoraux de la gauche». Il faut comprendre le sens du vote par une large majorité de la section, comme un refus à la subordination. Les trostkistes (surtout l'OCT, née de la fusion GOP-Révolution) manœuvrent tant et plus pour freiner ce courant montant... tout en s'en prétendant partisans ?

La CFDT du SREIF a déclaré dans un tract : «Le pouvoir ne se réjouira pas s'il constate que nous sommes de plus en plus nombreux dans la Fonction publique à rechercher et à vouloir les formes de lutte à la hauteur de son obstination bien au contraire !» (Il y a plus de 3 millions de salariés dans la Fonction publique).

Équipement Maine et Loire

Dans une résolution du 13 janvier, le syndicat départemental indiquait à propos de la grève du 27/1 :

«Pour nous , la grève est le moyen d'action privilégié pour obtenir nos revendications, pour créer un rapport de force favorable des travailleurs face à l'État-patron (...) Le but d'une telle journée n'est pas de faire aboutir nos revendications mais de canaliser le mécontentement des travailleurs, de créer un rapport de force favorable au Programme commun (...) Nous dénonçons cette action démobilisatrice» (**)

La résolution et plusieurs tracts qui suivirent, appellent à la lutte pour les revendications locales et nationales. Entre autes : 300 F d'augmentation mensuelle pour tous ; salaire minimum à 2 300 F ; titularisation immédiate sur place et sans concours de tous les auxiliaires ; augmentation des effectifs, etc.

(**) Séguy déclarait le 3 décembre dernier à Marseille : «La CGT ne prendra pas d'initiatives inconsidérées qui pourraient troubler la sécurité des consultations à venir» !

SECURITE SOCIALE

Sur les 22 000 agents de la Sécurité sociale, il y aurait eu 40 % de grévistes. Un petit fait significatif sur l'opposition fondamentale aux luttes des dirigeants CGT, c'est lors du rassemblement l'après-midi à la Tour Montparnasse, pour se rendre auprès du représentant du Ministère.

200 travailleurs, au maximum, sont rassemblés dans le hall de la Tour ; pendant ce temps, les chefs syndicaux montent une galerie marchande. A certaines questions sur le fait que les banderoles étaient restées dehors, il fut répondu texto : «Nous devons les laisser à l'extérieur car la police a reçu des ordres et comme ce sont des travailleurs en uniforme qui ont aussi leurs revendications sur le plan Barre, nous ne devons pas les obliger à exécuter les ordres et ainsi à s'opposer à nous, travailleurs» !

Aussi, plus que jamais, doit-on partir du principe «Ni plan Barre, ni Programme commun, action révolutionnaire des masses» !

Seine-St-Denis

Motions de soutien des syndicats CFDT aux travailleurs en lutte

Le 5e Congrès de l'Union départementale des syndicats CFDT de la Seine-Saint-Denis, réuni fin janvier à Aubervilliers, a voté plusieurs motions de soutien aux luttes en cours.

Il a notamment salué la lutte des travailleurs immigrés résidant dans les foyers Sonacotra pour obtenir la baisse de loyer, la suppression du règlement intérieur, la reconnaissance du statut de locataire, le droit à s'organiser et à se réunir, l'arrêt de toute poursuite judiciaire. Il a également assuré de son soutien les travailleurs du Bronze Industriel qui se battent pour 200 F d'augmentation pour tous, l'amélioration des conditions de travail et le retrait de toute milice patronale.

Santé

Les mauvaises conditions d'entretien des immeubles favorisent les maladies

Dans un article récent «Les écoles envahies par les poux, à qui la faute ?», un instituteur de Montpellier mettait en cause très clairement l'insuffisance des travaux d'entretien dans les HLM notamment en ce qui concerne le nettoyage des cages d'escalier et des vide-ordures.

Le simple bon sens permet de comprendre que cet «entretien» aux moindres frais fa rise la prolifération des cafards et autres bestioles et aussi des microbes.

Ceci est d'ailleurs démontré comme nous avons pu le vérifier par des études des scientifiques. Ainsi il y a déjà quelque temps le Dr Tournade, président du Centre d'études et de recherches d'hygiène appliquée (CERMA) faisait les révélations suivantes :

Au cours de recherches systématiques concernant des malades habitant un même immeuble à des étages différents, le CERMA a retrouvé dans 70 % des cas le germe responsable de leur maladie dans l'air des gaines des vides-ordures desservant leur appartement.

Ceci démontre encore une fois le caractère nocif de la gestion capitaliste.

Qu'elle soit de droite ou de «gauche» comme dans le cas de l'Office départemental de Montpellier, tenu par le PS, elle obéit aux lois de la rentabilité maximum.

Les travaux d'entretien sont réduits au minimum aux dépens des conditions de vie et de santé des travailleurs.

Et bien sûr, les HLM cherchent à en rejeter la responsabilité sur les locataires.

Ne vont-ils pas jusqu'à exiger qu'ils payent la désinsectisation de leur appartement alors que c'est le manque d'entretien des parties communes qui y favorise la pullulation des cafards et autres bestioles ?

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Liste de souscription

TOTAL AU 22/1/77	49 297,85 F	Un postier ml et sa fem. sympte pour le Qt			300,00 F
Sur vente cal. au 31/12/76	4 588,00 F	2 MA			15,00 F
		Anonyme			10,00 F
CDHR H Lucia vive le Qt de la cl. ouv. et ses luttes	180,00 F	Un jeune symp. au jour.			50,00 F
		AL pour un P ml unique			60,00 F
Suppl. à vente cal.	42,00 F	Suppl. à réabt FC			100,00 F
CDHR NSG	600,00 F	"	"	AP	10,00 F
Sousc. de masse	3,00 F	"	"	MJPH	5,00 F
CD B	1 500,00 F	"	"	LGJ	25,00 F
G CH	665,00 F	"	"	FPH	10,00 F
CD ARC	501,00 F	"	"	LCJ	50,00 F
4 camarades	200,00 F	"	"	BMJ	3,00 F
Sur des marchés du nord	15,45 F	"	"	RJ	5,00 F
6 ouvriers	5,00 F	"	"	JM	60,00 F
Porte à porte	1,00 F	"	"	RSJ	20,00 F
Poupées vendues à un porte à porte	15,00 F	"	"	AE	55,00 F
		"	"	S JE et RM	5,00 F
2 trav. CD Lissagaray	60,00 F				
Un camarade	100,00 F	"	"	GD	105,00 F
En mémoire de mon père ouv. assassiné par le capital		"	"	FJ	40,00 F
		"	"	UG	10,00 F
en nov. 76 un intellec. qui ne renie pas ses orig.	250,00 F	"	"	CP	110,00 F
		"	"	LMJ	30,00 F
CDHR J Lahaut et Comm. de Paris	88,00 F	"	"	LH	10,00 F
		"	"	AG	10,00 F
Suppl. à réabt BJ	10,00 F	CD C Zetkin			1 200,00 F
Un camarade	100,00 F	TOTAL AU 29/1/77			60 599,30 F
Soutien au journ. BJ	75,00 F				

Explosion dans une usine chimique au Havre: un mort, trois blessés graves

Un ouvrier a été tué et trois autres grièvement brûlés par une explosion survenue mardi en fin de matinée dans une usine chimique à Gonfreville l'Orcher, près du Havre.

L'accident s'est produit chez «Manoléne», une entreprise spécialisée dans la fabrication de polyéthylène, implantée sur la zone industrielle portuaire du Havre.

4 travailleurs se trouvaient prés d'une unité de fabrication lorsqu'une explosion eut lieu, au niveau d'une pompe utilisée pour l'acheminement dans les canalisations d'un produit chimique du cyclo-hexane.

A la suite de cette explosion, un violent incendie s'est déclaré.

Rappel de l'administration à propos de la présence du journal en kiosque

Dans le but d'alléger le travail de l'administration et de gagner en rapidité, nous vous communiquons la marche à suivre pour installer de nouveaux kiosques en province et en banlieue. Il faut :

– soit contacter le kiosquiste pour qu'il demande au dépositaire NMPP de la ville de lui livrer le quotidien ;

– soit aller voir le dépositaire de la ville et lui demander de mettre le quotidien dans tel ou tel kiosque (pour connaitre l'adresse du dépositaire, il suffit de demander à n'importe quel kiosquiste qui la connait sûrement). Dans le cas où le dépositaire n'est pas livré en Humanité rouge, il faut nous écrire pour que nous l'installions.

Par ailleurs, nous rappelons que, comme les kiosquistes peuvent mettre fin à la présence du quotidien, il est bon de contrôler de temps en temps ainsi que le nombre d'exemplaires et de nous avertir de tout ce qui ne va pas.

Une classe sans institutrice

L'inspection académique contrainte à débloquer un poste

Aux Lilas, à l'école maternelle P.Langevin, une classe de 32 enfants s'est tout d'un coup retrouvée sans maitresse. Celle-ci est en effet partie en stage et il était prévu qu'elle ne revienne pas à la fin de celui-ci, devant prendre un congé-maternité. L'Inspection académique laissant la classe sans institutrice, une délégation d'enseignants et de parents s'y est rendue sans rien obtenir. Les parents ont alors décidé en accord avec les enseignants de poursuivre l'action et d'occuper la classe. Cette action s'est révélée payante puisque nous avons appris qu'un poste avait été débloqué.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

– Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

– Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Signature . . . . . .

*** Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.**

Un point d'histoire

La littérature prolétarienne en URSS et en France dans les années trente

La Troisième Internationale fut fondée au lendemain de la Révolution d'Octobre et de la guerre impérialiste de 1918. Un organisme était chargé d'appliquer les directives de l'Internationale à la littérature. C'est l'UIER (Union internationale des écrivains révolutionnaires). Le congrès de Kharkov en 1930 précisa les directives de l'Internationale communiste en matière de littérature ceci à partir de l'expérience accumulée en URSS.

Avant d'aborder la littérature prolétarienne en France, il est important de connaitre comment la littérature a été associée à la construction du socialisme en URSS et à la lutte des travailleurs.

En 1928 c'est le lancement du premier plan quinquennal.

L'édification du socialisme et la littérature en URSS

Toutes les énergies doivent être mobilisées pour la mise en place du plan de développement, au moment où la jeune Union soviétique doit faire face à l'encerclement impérialiste.

«Il faut que la littérature et l'industrie aillent de pair il faut donc que la littérature adopte le même rythme accéléré pour prendre part au mouvement général» écrit Léopold Averbakh, dirigeant de l'Association des écrivains prolétariens soviétiques. L'écrivain doit être au service de la classe ouvrière : «La seule place pour le véritable écrivain soviétique se trouve au milieu de la classe ouvrière révolutionnaire de notre pays, qui est en train de construire le socialisme. Il doit inconditionnellement et de façon franche, sans prolonger les hésitations et l'autoanalyse habituelles à l'intelligentsia, relever ses manches et entreprendre avec le prolétariat et son parti l'immense et joyeuse tâche de la construction socialiste ; il doit prendre une position ferme sur le front de la révolution culturelle qui demande énormément de force et de travail» écrit «Literatournaya Gazeta» dans un de ses éditoriaux.

«Exalter la construction du socialisme sous la dictature du prolétariat c'est avant tout parler de la construction dans l'Oural». «Literatournaya Gazeta» écrit à ce sujet en janvier 1931 : «Les Magnitogorsk de la littérature seront créés en collaboration étroite entre les écrivains soviétiques et la critique marxiste-léniniste. Sans une théorie littéraire bolchéviste, une pratique littéraire révolutionnaire est impossible». Mettre à contribution les écrivains professionnels *en* éduquant et en suscitant toute une *levée* d'écrivains ouvriers.

Une station d'utilisation de matériel agricole au cours du 1er plan quinquennal.

Les écrivains chez les ouvriers

Des contacts très étroits vont être établis entre les écrivains et les travailleurs. On multiplie les cercles littéraires où les écrivains viennent lire leurs œuvres dans les usines, les kolkhoses, les sovkhoses et les MTS (stations de tracteurs et de machines-outils). Dès 1926 Maiakovski allait de ville en ville «Je vais de ville en ville et je dis des vers, Novotchelkask, Vinnitza, Kharkov, Rostov...» A partir de 1928 d'une façon systématique, Fadeev, Panferov, Leonov, Assev participent régulièrement aux travaux de cercles littéraires analysant et expliquant leurs œuvres et sa création devant les ouvriers et les paysans. Les écrivains visitent souvent des entreprises ou des kolkhoses pour tremper leurs œuvres au contact direct de la lutte des travailleurs pour la construction du socialisme. Des brigades d'écrivains sont constitués et partent découvrir les grands combinats industriels. La première expérience a lieu à la fin de 1929. Un groupe d'écrivains ne visite pas moins de 40 entreprises métallurgiques et lors de leur retour à Moscou, ils présentent un rapport approuvé par le Comité central des métallurgistes.

Cette expérience est renouvelée souvent et les auteurs qui y participent s'inspirent des qualités du peuple travailleur.

Les écrivains dans les entreprises

Les écrivains vont dans les entreprises non pas en qualité de romanciers, mais comme simples ouvriers. Léonov passera quelques temps dans une usine.

Marinette Chaguinian, durant 4 ans, partagera la vie des ouvriers qui élevent une centrale électrique en Arménie. Elle, qui avait commencé en étant critique musical et poète symboliste, écrit «Hydrocentrale» (1931).

Ilia Seivinski, un poète les plus en vue du «constructivisme» (mouvement formaliste) considéré jusqu'alors comme un compagnon de route pour participer sans réticence au plan quinquennal, travaille dans une usine de construction électrique et forme les Rabscors (correspondants-ouvriers de littérature.

Ce sont les travailleurs en lutte pour édifier le plan quinquennal, pour construire le socialisme, qui investissent la littérature et bouleversent les formes du roman.

Des œuvres nouvelles vont naitre, parmi lesquelles on peut citer : «Temps en avant» de Valentin Kataïev (1933), anciennement considéré comme un compagnon de route : dans cette chronique de 24 h à Magnitogorsk où une brigade de choc essaie de battre le record du monde de production de béton armé, la lutte des ouvriers communistes contre le temps est décrite avec enthousiasme.

La vision de l'Union soviétique chez Kataïev se rapproche de celle de Maïakovski, dans la mesure où le communisme est pour les 2 écrivains une course haletante vers l'avenir.

De son expérience dans une centrale électrique M. Chaguinian tire «Transcaucasien soviétique»

Avdeenko étudie la rééducation par le travail collectiviste dans son livre : «J'aime».

D'autres expériences seront appliquées, comme les œuvres collectives où le mouvement des correspondants ouvriers-écrivains. **Nous le verrons demain.**

Une parodie sportive

LE RALLYE DE MONTE-CARLO

Le présent rallye de Monte-Carlo et le succès de Munari sur Lancia permettent de comprendre comment de telles courses n'ont plus rien à voir avec le sport, mais sont uniquement destinées à assurer la publicité commerciale de gros trusts capitalistes.

UN GASPILLAGE CONSIDÉRABLE

Pour cela les firmes engagent des frais énormes, car chaque course nécessite une assistance technique considérable mobilisant des mécaniciens mais également de gros moyens financiers (pour une seule saison, une seule voiture nécessite de 600 à 800 pneus à 100 000AF chacun, soit 60 à 80 millions AF par voiture).

En plus ces véhicules, dits de série, ne sortent qu'à un petit nombre d'exemplaires et sont réservées aux parasites de notre société : en France, seulement 12 exemplaires de la Lancia qui a triomphé sont en circulation, il faut dire qu'à plus de 12 millions l'unité, elle n'est pas à la portée de toutes les bourses !!!

UNE COURSE TRUQUÉE

Ayant investi des capitaux aussi importants, les firmes contrôlent parfaitement la course. Ainsi dès le début, ce sont les Lancia Stratos et les Fiat Abarth, appartenant au même groupe financier, qui étaient en tête.

Comme cela correspondait aux intérêts des capitalistes, la course a été bloquée. Comme l'affirme un certain nombre de journaux bourgeois, dont celui du défunt Amaury, l'Équipe : «En ce qui concerne la course proprement dite un malaise règne indiscutablement à la suite des consignes qui auraient été données aux pilotes de Fiat, de rester sur leurs positions à St Bonnet-Le-Froid.»

L'arrivée de cette course au profit .... truquée dès le départ.

Formule imagée qui ne rend qu'imparfaitement compte de la colère des pilotes, à qui leurs employeurs interdisent de défendre loyalement leur chance. Tellement bien que le responsable de Fiat France a dû reconnaitre que ce n'était pas lui qui dirigeait la course de ses coureurs : «Il est certain aussi que Jean-Claude Andruet doit se confirmer aux directives de Fiat Italie. Cette discipline est la même vis-à-vis de Lancia, qui entend conserver la direction des opérations.»

Il est donc très clair que les coureurs ne sont que des pions que l'on utilise au gré des intérêts commerciaux des grandes firmes. Le sport est devenu un moyen publicitaire, destiné à servir de propagande, à permettre de vendre davantage de voitures, et donc à réaliser plus de profits.

LE MÉPRIS DE LA SÉCURITÉ

La conception du sport capitaliste est également bien illustrée par les déclarations de Darniche dans le même journal. Courant pour Lancia également et n'ayant pas bénéficié des mêmes conditions de dépannage et de changements de pneus que d'autres concurents, il a mis en cause l'organisation de la course.

A Gap, il s'est aperçu qu'il ne lui restait «plus que 15 minutes pour effectuer le parcours prévu en 30 minutes. Alors il fallait malheureusement prendre des risques pour arriver dans les temps au départ de la 5 Spéciale de Pont du Fossé. Dans la circulation à une heure de pointe, c'était évidemment dangereux mais je n'avais pas le choix. J'étais en train de remonter une fille de voiture, quand une Dyane conduite par une femme a tourné à gauche devant moi. Impossible de l'éviter. J'ai failli monter sur le trottoir, mais j'ai aperçu 3 personnes et pour éviter de les faucher j'ai pris la Dyane de plein fouet. Elle a tourbillonné avant de heurter un mur.

C'est un miracle que la conductrice n'ait pas été blessée». (Équipe du 27/1/77)»

Voilà comment le capitalisme dénature le sport, l'utilisant à son profit et développe une idéologie où la vie humaine tient peu de place à côté du profit ou de la gloire.

CDHR d'Agen.

l'Humanité Rouge

LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

Quelques aspects de l'agriculture régionale

Dans notre édition d'hier nous avons commencé la publication d'un article sur la crise viticole, où était abordées les données générales de l'agriculture dans cette région. Nous poursuivons cette partie aujourd'hui, en abordant les différentes classes de la viticulture.

Tout de suite un aspect criant de la réalité du développement et de la domination économique et politique capitaliste sur les campagnes : 74,8 % (moins de 10 ha) des exploitants disposent de seulement 19,6 % de la surface cultivée, tandis qu'une poignée de paysans riches et capitalistes, représentant 4,7 %, disposent de 41,5 % des terres cultivées.

En 1963, ces derniers n'étaient que 30 % et n'occupaient que 32 % du sol cultivé tandis que les petits de moins de 10 ha à cette époque représentaient 78,1 % et occupaient 25, 5 % du sol cultivé – ce qui fait une surface plus grande encore puisque depuis 56 579 ha sont restaurés à la friche.

Ce développement de la possession des sols cultivés en l'espace de 12 années est une conséquence directe de la différenciation de classe à la campagne – qui se manifeste sur l'ensemble du territoire – sous le poids de la domination monopoliste et des rapports de production capitali..e à la campagne et entre l'agriculture et l'industrie.

LE PROLETARIAT VITICOLE

La culture de la vigne demande beaucoup de soin, et donc beaucoup de travail. C'est un secteur agricole où la mécanisation se fait lentement, du fait de difficultés techniques liées à ce type de culture.

C'est pourquoi, il existe un prolétariat viticole permanent assez important relativement aux autres secteurs de la production agricole. Par ailleurs, de fait de l'impossibilité financière et technique de passer à la mécanisation de la vendange, beaucoup de petites exploitations viticoles emploient lors de récoltes de la main-d'oeuvre saisonnière

La viticulture capitaliste emploie près de 50 % du prolétariat agricole de façon permanente sur les domaines. L'autre partie est employée par la paysannerie viticole moyenne, où l'isolement et la dispersion renforce les difficultés pour l'organisation de la défense de leurs intérêts.

La masse du prolétariat viticole est constituée de petits viticulteurs ruinés ou de fils de viticulteurs dans l'impossibilité de reprendre la petite exploitation familiale. Beaucoup d'entre eux possèdent une petite parcelle de terre, où ils cultivent en plus de leur journée de travail, leur propre vigne. Pour les quatre départements viticoles du Languedoc-Roussillon (Gard, Hérault, Aude, Pyrénnées Orientales) au compte 11 000 ouvriers agricoles possèdent en moyenne 2 ha de terre.

Pour l'Hérault, 4700 ouvriers agricoles – sur 11 000 soit 43 % – cultivent pour eux-mêmes et leur famille 7 600 ha de terre.

Les conditions de travail et de vie du prolétarait viticole sont très dures. Ajouté à cela, ils sont parmi les premiers à être touchés par la crise viticole. Beaucoup de capitalistes viticoles ou de petits patrons ont effectué ces derniers temps des licenciements. Ainsi dans l'Hérault, de 1970 à 75 c'est 3 500 ouvriers permanents qui ont dû quitter la vigne, et rejoindre l'armée des chômeurs.

Sous la pression des capitalistes viticoles, certains viticulteurs moyens n'hésitent pas à exploiter durement le ou les ouvriers qu'ils emploient, pensant ainsi que c'est une solution qui leur permettra de s'en sortir.

Les ouvriers agricoles saisonniers sont encore nombreux et la proportion d'immigrés y est importante. La masse d'entre eux est embauchée pour les vendanges, des grands domaines aux plus petites exploitations.

Les viticulteurs capitalistes font alors jouer la soit-disant «solidarité» de la viticulture, et disent que tous ont les mêmes intérêts à exploiter le maximum le prolétariat agricole.

Dans un interview publié en décembre 1976 dans la Faucille, un ouvrier agricole de la Région Languedoc-Roussillon, membre du PCMLF disait à propos de l'unité entre ouvriers viticoles et petits viticulteurs :

«Ce qu'il faut dire à ces petits propriétaires, c'est que c'est vrai que vous vendez mal votre vin; mais pour nous ouvriers, notre problème c'est le salaire et de le défendre...

Nous ouvriers, nous avons conscience que pour vous petits propriétaires, le problème c'est le vin qu'on vous paye mal. Mais regardez bien qui est votre ennemi, quelle doit être votre cible. Votre cible, ce sont les capitalistes du négoce d'abord, de Ramel à Doumeng.

Vous petits viticulteurs, ne croyez pas que c'est en vous opposant aux ouvriers que vous employez de temps en temps et pendant les vendanges, en tirant le plus possible sur eux, que vous vous en sortirez.

Nous, nous réclamons des salaires décents, c'est normal.

Mais pour vous, ce n'est pas parce qu'on aura des salaires de misère, que vous vous en sortirez.

Et ce n'est pas non plus parce qu'on aura des salaires décents que vous serez liquidés.

Vous êtes liquidés par les capitalistes qui vous pillent et vous appauvrissent, qu'il s'agisse des trusts du négoce d'abord qui font des super-profits exhorbitants en vous payant mal votre vin, ou qu'il s'agisse aussi des monopoles qui vous vendent des engrais, des machines etc. en vous faisant payer tout cela très cher, ou encore du Crédit Agricole qui vous tient à la gorge.

Nous, ouvriers, nous devons dire aux petits et moyens viticulteurs, qui vivent en fait surtout de leur propre travail, que leurs alliés dans la lutte, ce sont les ouvriers et bien sûr donc les ouvriers agricoles, et aussi les autres travailleurs des villes qui sont eux aussi exploités.

Nous avons tous les mêmes ennemis : les capitalistes. Ce sont eux les capitalistes qui sont cause de votre ruine.

Aussi il faut dire aux petits viticulteurs : ne tombez pas dans le piège de vous opposer aux ouvriers et notamment aux ouvriers agricoles de votre village.

Qui a intérêts ainsi à nous diviser ?

Ce sont ceux qui ont peur que se réalise l'unité des ouvriers et des petits paysans, car cette unité qui doit se faire à la base et dans l'action, sera redoutable pour eux et leurs profits.

Petits viticulteurs,voyez aussi que les capitalistes viticoles, les paysans

riches, les grands propriétaires de domaines, eux aussi ont peur de cette unité : ces exploiteurs des campagnes vivent principalement sur le dos de leurs ouvriers agricoles, notamment immigrés; ils essayent d'isoler les ouvriers de la masse des petits paysans.

Ils essaient d'utiliser le mécontentement des petits paysans pour leur propre compte; ce qu'ils veulent c'est une part de gâteau plus grande face au négoce. Ils se moquent pas mal des petits et moyens viticulteurs sur le dos desquels ils s'aggrandissent.»

LE SEMI-PROLETARIAT VITICOLE

Le semi-prolétariat viticole ou petits viticulteurs à temps partiel, forme une couche très importante. Dans l'Hérault, 14 000 viticulteurs sont à temps partiel, dont 12 000 ont moins de 5 ha. Parmi ces derniers, on trouve des viticulteurs embauchés comme salariés sur de plus grandes exploitations, ainsi que d'autres ayant une autre activité non agricole. Entre 1963 et 1970 les viticulteurs à temps partiel sont passés de 20 à 25 % dans l'Hérault et de 20 à 26 % pour les quatre départements viticoles du Languedoc-Roussillon.

Il n'existe pas à notre connaissance de statistique précise déterminant l'importance de la part du travail à l'exploitation par rapport à l'autre activité, mais ce que l'on sait, c'est que souvent l'activité extérieure est principale. L'augmentation du nombre de ces petits viticulteurs, obligés pour vivre, de faire pratiquement une double journée de travail manifeste la paupérisation de la petite viticulture. Il y a encore quelques années beaucoup d'entre eux pouvaient vivre de leur travail à la vigne. Mais le capitalisme, avec la hausse incessante des prix des moyens de production – terre, matériels, engrais, etc. – et la stagnation des prix de vente à la production, pille le travail paysan et réduit ce dernier à la ruine. Certains d'entre eux essayent de garder le plus longtemps possible la petite exploitation au prix d'un double travail et donc d'une double exploitation en tant que petit producteur et en tant qu'ouvrier.

Bien souvent, au moment de la retraite, les enfants quittent alors définitivement l'agriculture et conservent seulement quelques pieds de vigne pour la boisson familiale.

Ces semi-prolétaires de la vigne, représentant près de 30 % de la masse des travailleurs de la viticulture, du fait de leur position dans la production, sont très proches du prolétariat. Ils représentent un allié sûr pour lui, qu'il ne faut pas négliger. Les représentants de la bourgeoisie viticole, eux au contraire, parlent de *«l'unité des véritables viticulteurs»*, c'est-à-dire du propriétaire ou fermier capitaliste des grands domaines au petit propriétaire travaillant lui-même la vigne. Cette bourgeoisie viticole, représentée souvent par l'Union de la gauche, par ses propos démagogiques, tend à faire de ces viticulteurs à temps partiel, des *«gens hors de la profession»* c'est-à-dire des personnes incontrôlables et qui pourraient avoir une responsabilité dans la crise viticole actuelle.

Il faut combattre de telles idées assez répandues par les «chefs» des syndicats professionnels, et avancer l'unité des ouvriers viticoles, des paysans-ouvriers et des petits producteurs contre l'ennemi commun, la bourgeoisie capitaliste.

(à suivre)

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977